La Bibliothèque de menaces est une base de connaissances de techniques répressives utilisées par les ennemis des anarchistes et autres rebelles et d'opérations répressives où elles ont été utilisées—une analyse et classification des actions qui peuvent être utilisées contre nous. Son but est de t'aider à réfléchir aux mesures d'atténuation à mettre en place pour un projet donné et à parcourir des ressources qui abordent ces sujets plus en profondeur. Autrement dit, elle t'aide à aboutir à une sécurité opérationnelle adaptée à ton modèle de menace.

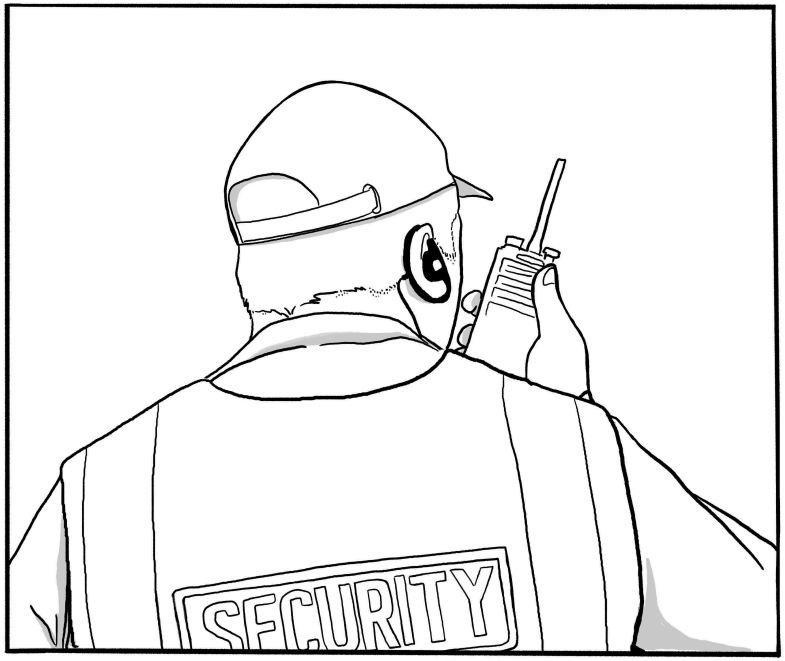
No Trace Project / Pas de trace, pas de procès. Un ensemble d'outils pour aider les anarchistes et autres rebelles à **comprendre** les capacités de leurs ennemis, **saper** les efforts de surveillance, et au final **agir** sans se faire attraper.

Selon votre contexte, la possession de certains documents peut être criminalisée ou attirer une attention indésirable—faites attention aux brochures que vous imprimez et à l'endroit où vous les conservez.

Bibliothèque de menaces

Partie 5/5

Opérations répressives
Pays



Bibliothèque de menaces
Partie 1/5 : Tutoriel, Tactiques
Partie 2/5 : Techniques A–P
Partie 3/5 : Techniques S–V
Partie 4/5 : Mesures d'atténuation
Partie 5/5 : Opérations répressives, Pays

Texte d'origine en français

No Trace Project

notrace.how/threat-library/fr

Cette brochure est divisée en plusieurs parties. Les chapitres dans la partie actuelle sont référencés par leurs numéros de page. Les chapitres dans d'autres parties sont référencés par le symbole # suivi du numéro de la partie.

18 avril 2025

Un résumé des mises à jour depuis cette date est disponible sur : notrace.how/threat-library/fr/changelog.html

8. Contribuer à la Bibliothèque de menaces

8.1. Contact

Tu voudrais ajouter une **technique (#2)**, **mesure d'atténuation (#4)** ou **opération répressive (p. 4)** ? Tu voudrais en modifier une qui existe déjà ? Pour contribuer à la Bibliothèque de menaces par des ajouts, améliorations, critiques ou retours, contacte-nous :

notrace@autistici.org (PGP[88])

8.2. Opérations répressives

La Bibliothèque de menaces cherche à référencer des opérations répressives qui ont ciblé des anarchistes ou autres rebelles partout dans le monde, et qui comportent des techniques répressives intéressantes, représentatives de la répression d'État locale. Afin de diversifier notre contenu, nous recherchons particulièrement des opérations en dehors d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord, mais nous acceptons également les contributions en provenance de ces régions.

8.3. Traductions

Pour traduire la Bibliothèque de menaces dans une nouvelle langue ou améliorer une traduction existante, visite cette page.[89]

[88] https://notrace.how/notrace.asc
[89] https://notrace.how/fr/translations.html

7.10. Pologne

Opération répressive :
Les trois de Varsovie (p. 18)

7.11. République tchèque

Opération répressive :
Fenix (p. 22)

7.12. Russie

Opérations répressives :
Network (p. 17)
Opération contre Ruslan Siddiqi (p. 6)

Sommaire

6. Opérations répressives 4
6.1. Opération contre Louna 4
6.2. Conspiration sur un chemin de fer à Berlin en 2023 . . . 5
6.3. Opération contre Peppy et Krystal 5
6.4. Opération contre Ruslan Siddiqi 6
6.5. Répression du premier incendie de Jane's Revenge 6
6.6. Répression du sabotage de l'usine Lafarge 8
6.7. Opération contre Boris 8
6.8. Partisans anarchistes biélorusses 9
6.9. Les trois du banc public 10
6.10. Opération de 2019-2020 contre Mónica et Francisco 11
6.11. Répression contre Zündlumpen 12
6.12. Répression du soulèvement de 2019 au Chili 13
6.13. Affaire du 8 décembre 13
6.14. Affaire de l'association de malfaiteurs de Bure 15
6.15. Bialystok 17
6.16. Network 17
6.17. Les trois de Varsovie 18
6.18. Panico 19
6.19. Prometeo 19
6.20. Renata 20
6.21. Scintilla 21
6.22. Fenix 22
6.23. Opération de 2013 contre Mónica et Francisco 24
6.24. Opération à Nea Filadelphia 25
6.25. Opération de 2011-2013 contre Jeremy Hammond . 25
6.26. Mauvaises intentions 27
6.27. Scripta Manent 27
6.28. Opération contre Jeff Luers 28
6.29. Opération contre Marius Mason 29
6.30. Opération contre Direct Action 30

7. Pays 31
7.1. Allemagne 31

7.2. Biélorussie 31
7.3. Canada 31
7.4. Chili 31
7.5. Espagne 31
7.6. États-Unis 31
7.7. France 32
7.8. Grèce 32
7.9. Italie 32
7.10. Pologne 33
7.11. République tchèque 33
7.12. Russie 33

8. Contribuer à la Bibliothèque de menaces 34
8.1. Contact 34
8.2. Opérations répressives 34
8.3. Traductions 34

Opération contre Marius Mason (p. 29)
Opération contre Jeff Luers (p. 28)
Opération de 2011-2013 contre Jeremy Hammond (p. 25)
Répression du premier incendie de Jane's Revenge (p. 6)
Opération contre Peppy et Krystal (p. 5)

7.7. France

Opérations répressives :

Mauvaises intentions (p. 27)
Affaire de l'association de malfaiteurs de Bure (p. 15)
Affaire du 8 décembre (p. 13)
Opération contre Boris (p. 8)
Répression du sabotage de l'usine Lafarge (p. 8)
Opération contre Louna (p. 4)

7.8. Grèce

Opération répressive :

Opération à Nea Filadelphia (p. 25)

7.9. Italie

Opérations répressives :

Scripta Manent (p. 27)
Scintilla (p. 21)
Panico (p. 19)
Prometeo (p. 19)
Renata (p. 20)
Bialystok (p. 17)

7. Pays

7.1. Allemagne

Opérations répressives :

Les trois du banc public (p. 10)
Répression contre Zündlumpen (p. 12)
Conspiration sur un chemin de fer à Berlin en 2023 (p. 5)

7.2. Biélorussie

Opération répressive :

Partisans anarchistes biélorusses (p. 9)

7.3. Canada

Opération répressive :

Opération contre Direct Action (p. 30)

7.4. Chili

Opérations répressives :

Opération de 2019-2020 contre Mónica et Francisco (p. 11)
Répression du soulèvement de 2019 au Chili (p. 13)

7.5. Espagne

Opération répressive :

Opération de 2013 contre Mónica et Francisco (p. 24)

7.6. États-Unis

Opérations répressives :

6. Opérations répressives

6.1. Opération contre Louna

Pays : **France (p. 32)**
Date : **2024 - ?**
Techniques utilisées :

Collaboration des fournisseurs de service > Autres (#2)
Collaboration des fournisseurs de service > Opérateurs de téléphonie mobile (#2)
Dispositifs de surveillance cachés > Audio (#2)
Dispositifs de surveillance cachés > Localisation (#2)
Dispositifs de surveillance cachés > Vidéo (#2)
Perquisition (#2)
Science forensique > ADN (#3)
Science forensique > Incendie volontaire (#3)
Surveillance de masse > Mouchards civils (#3)
Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)
Surveillance physique > Cachée (#3)
Vigiles (#3)

Dans la nuit du 4 au 5 mai 2024, une pelleteuse a été incendiée sur le chantier de construction d'un projet d'autoroute.[1] Le 12 octobre 2024, Louna a été arrêtée et accusée d'avoir incendié la pelleteuse. Plusieurs autres personnes ont été arrêtées et relâchées peu après.

Les images de vidéosurveillance du lieu de l'incendie ont montré deux personnes mettre le feu à la pelleteuse, et l'une d'entre elles être victime d'un retour de flamme. Dans les heures qui ont suivi l'incendie, Louna a été amenée en voiture à un hôpital proche, où elle a été admise pour des brûlures prétendument compatibles avec celles visiblement subies par la personne victime d'un retour de flamme sur les images.

[1] https://soutienlouna.noblogs.org/post/2025/01/23/free-louna-des-nouvelles-de-laffaire-de-louna-meuf-trans-anar-incarceree-dans-le-cadre-de-la-lutte-contre-la69

Après son arrestation, Louna a été détenue à l'isolement pendant quatre mois—elle était à l'isolement car elle était dans une prison pour hommes bien qu'elle soit une meuf (trans).[2] Après son arrestation, elle a revendiqué les dégradations contre la pelleteuse. Elle est actuellement sous contrôle judiciaire en attendant le procès.

6.2. Conspiration sur un chemin de fer à Berlin en 2023

Pays : **Allemagne (p. 31)**
Date : **2023 - 2024**
Technique utilisée :
Surveillance physique > Aérienne (#3)

En février 2023, quelques minutes après minuit, au cours d'un vol de surveillance de routine, l'hélicoptère de la police fédérale allemande a identifié deux personnes sur une voie de chemin de fer près de Berlin.[3] Trois voitures de la police ont été déployées sur les lieux et les personnes ont été arrêtées, suspectées d'avoir voulu commettre un incendie volontaire contre l'infrastructure ferroviaire.

Lors d'un procès en 2024, les deux personnes ont été acquittées.[4]

6.3. Opération contre Peppy et Krystal

Pays : **États-Unis (p. 31)**
Date : **2023 - ?**
Techniques utilisées :
Collaboration des fournisseurs de service > Autres (#2)
Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)
Surveillance physique > Cachée (#3)
Visite discrète de domicile (#3)

[2] https://soutienlouna.noblogs.org/post/2025/02/17/louna-est-sortie-de-prison-mais-nest-toujours-pas-libre
[3] https://notrace.how/resources/fr/#on-conspire
[4] https://attaque.noblogs.org/post/2024/07/17/berlin-allemagne-acquittement-au-proces-wir-haben-eine-verabredung

recherche sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) en 1999.

Lors d'un procès en 2009, Marius Mason a été condamné à 21 ans et 10 mois de prison, une peine confirmée en appel en 2010.

6.30. Opération contre Direct Action

Pays : **Canada (p. 31)**
Date : **1982 - 1986**
Techniques utilisées :
Dispositifs de surveillance cachés > Audio (#2)
Perquisition (#2)
Science forensique > Linguistique (#3)
Surveillance de masse > Mouchards civils (#3)
Surveillance physique > Aérienne (#3)
Surveillance physique > Cachée (#3)
Visite discrète de domicile (#3)

En 1983, cinq personnes ont été arrêtées et accusées de faire partie d'un groupe nommé Direct Action (*Action directe*), qui avait mené plusieurs actions au Canada en 1982, dont une attaque à l'explosif contre un poste électrique et une attaque à l'explosif contre une usine appartenant à l'entreprise américaine de défense Litton Industries.[86] Dans les semaines précédant leur arrestation, iels prévoyaient de dépouiller un garde de l'entreprise de transport de fonds Brink's.

Les principales preuves dans l'affaire sont venues de conversations enregistrées par des microphones cachés aux domiciles des membres du groupe.

Après plusieurs procès entre 1983 et 1986,[87] les cinq personnes ont été condamnées à des peines de prison allant de 10 ans à la perpétuité. En 1990 elles étaient toutes sorties de prison, en liberté conditionnelle.

[86] https://archive.org/details/direct-action-memoirsofan-urban-guerrilla
[87] https://web.archive.org/web/20100715145801/http://uniset.ca/other/cs5/27CCC3d142.html

Science forensique > Autres traces physiques (#3)
Surveillance physique > Cachée (#3)

Une nuit de juin 2000, Jeff Luers et Craig Marshall ont été arrêtés dans l'Oregon, aux États-Unis, accusés d'avoir mis le feu à trois véhicules d'un concessionnaire Chevrolet plus tôt dans la nuit.[81] Jeff Luers a ensuite également été accusé d'une tentative d'incendie de véhicules chez un distributeur de produits pétroliers en mai 2000.

L'accusation d'incendie volontaire de juin était basée en partie sur une opération de surveillance physique menée la nuit de l'incendie. L'accusation de tentative d'incendie de mai était basée en partie sur des dispositifs incendiaires retrouvés intacts sur le lieu de la tentative d'incendie et sur la perquisition d'un garde-meubles loué par Jeff Luers.

Lors d'un premier procès, Jeff Luers a été condamné à 22 ans et 8 mois de prison, qui ont été réduits à 10 ans lors d'un appel en 2008.[82] Craig Marshall a été condamné à 5 ans et demi de prison dans le cadre d'une négociation de peine.[83]

6.29. Opération contre Marius Mason

Pays : **États-Unis (p. 31)**
Date : **1999 - 2010**
Technique utilisée :
Indics (#2)

En 2008, Marius Mason a été arrêté et accusé de plusieurs incendies volontaires et autres actes de vandalisme revendiqués par l'Earth Liberation Front (ELF) et l'Animal Liberation Front (ALF)[84] entre 1999 et 2003,[85] dont un incendie de bureaux utilisés pour de la

[81] https://www.courtlistener.com/opinion/2627996/state-v-luers
[82] https://machorka.espivblogs.net/2014/03/07/interview-with-convicted-eco-terrorist-jeff-free-luers-2008
[83] https://www.nytimes.com/2002/04/07/magazine/from-tree-hugger-to-terrorist.html
[84] https://supportmariusmason.org/about-marius/about-the-case
[85] https://supportmariusmason.org/wp-content/uploads/2016/08/mason-plea-agreement-1.pdf

En 2023, le domicile de Peppy et Krystal a été perquisitionné, et les deux ont été arrêtés un mois plus tard.[5] Peppy a été accusé·e d'avoir lancé deux fumigènes et un feu d'artifice lors d'une manifestation contre un évènement transphobe, et Krystal a été accusé·e d'avoir conspiré avec Peppy.[6]

Après un procès en 2024, Peppy a été condamné·e à 5 ans de prison et 3 ans de liberté surveillée, et Krystal a été condamné·e à 3 ans de liberté surveillée.

6.4. Opération contre Ruslan Siddiqi

Pays : **Russie (p. 33)**
Date : **2023 - ?**
Techniques utilisées :
Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)
Techniques d'interrogatoire (#3)
Violence physique (#3)

En 2023, Ruslan Siddiqi a été arrêté et accusé d'avoir attaqué à l'explosif un train de marchandises sur une voie qui était aussi utilisée pour transporter du matériel militaire dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne.[7] L'attaque a endommagé à la fois le train et la voie.

Après son arrestation, Ruslan Siddiqi a publiquement revendiqué l'attaque. Il a mené l'attaque à quelques kilomètres de chez lui.

Ruslan Siddiqi est actuellement emprisonné en attendant le procès.

6.5. Répression du premier incendie de Jane's Revenge

Pays : **États-Unis (p. 31)**

[5] https://freepeppyandkrystal.blackblogs.org/timeline-and-detailed-updates
[6] https://notrace.how/documentation/case-against-peppy-and-krystal-affidavit.pdf
[7] https://anarchistnews.org/content/you-could-call-me-partisan-ruslan-siddiqi-recounts-his-anti-war-actions

Date : **2022 - ?**
Techniques utilisées :
Science forensique > ADN (#3)
Science forensique > Analyse de l'écriture (#3)
Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)
Surveillance physique > Cachée (#3)

Graffiti en écriture cursive laissé sur le lieu de l'action, qui a aidé à identifier la personne.

En mars 2023, une personne a été arrêtée[8] et accusée d'un incendie volontaire de mai 2022 contre le siège social d'un groupe anti-avortement.[9] L'incendie était le premier d'une série d'attaques revendiquées sous le nom « Jane's Revenge » (La revanche de Jane)—une référence au « Jane Collective », une organisation clandestine qui facilitait l'accès à l'avortement aux États-Unis entre 1969 et 1973.

Dans un procès en 2024, la personne a été condamnée à 7 ans et demi de prison.[10]

[8] https://www.washingtontimes.com/news/2023/mar/28/hridindu-sankar-roychowdhury-arrested-charged-fire
[9] https://janesrevenge.noblogs.org/2022/05/08/first-communique
[10] https://madison.com/news/local/crime-courts/hridindu-roychowdhury-crime-abortion-madison-wisconsin/article_af329b98-f752-11ee-a846-632571f96ea2.html

En 2016, 32 perquisitions ont eu lieu dans différentes régions d'Italie et plusieurs personnes ont été arrêtées dans le cadre d'une opération intitulée « Scripta Manent ».[37] Jusqu'à 22 personnes ont été sous enquête dans cette opération. Elles ont été accusées d'avoir créé ou fait partie d'une *associazione sovversiva con finalità di terrorismo* (association de malfaiteurs terroriste), en référence à des attaques revendiquées par la *Federazione Anarchica Informale* (FAI, Fédération Anarchiste Informelle) depuis 2003.[78] Certaines d'entre elles ont été accusées d'attaques explosives commises entre 2005 et 2016. Certaines d'entre elles ont été accusées d'*istigazione a delinquere* (incitation à commettre un crime) pour avoir écrit dans le journal anarchiste « Croce Nera Anarchica » (Anarchist Black Cross) ou pour avoir géré des sites web radicaux.

Scripta Manent a combiné plusieurs enquêtes précédentes.

Un premier procès a eu lieu en 2017-2018, un appel en 2020, et deux autres rendus en 2022[79] et 2023.[80] Le verdict final est :

- Deux personnes, Anna Beniamino et Alfredo Cospito, ont été condamné·e·s à 17 ans et 9 mois et 23 ans de prison, respectivement.
- Onze autres personnes ont été condamnées à de la prison, avec des peines allant de 1 an et 9 mois à 2 ans et 6 mois.
- Les autres personnes ont été acquittées.

6.28. Opération contre Jeff Luers

Pays : **États-Unis (p. 31)**
Date : **2000 - 2008**
Techniques utilisées :
Perquisition (#2)

[78] https://tracesoffire.espivblogs.net/2016/09/13/italy-naples-september-carrion-operation-scripta-manent
[79] https://actforfree.noblogs.org/post/2022/07/10/italy-cassation-of-the-scripta-manent-trial
[80] https://actforfree.noblogs.org/post/2023/07/02/italy-anarchists-alfredo-cospito-and-anna-beniamino-have-been-sentenced-to-23-years-and-17-years-and-9-months

6.26. Mauvaises intentions

Pays : **France (p. 32)**
Date : **2006 - 2012**
Techniques utilisées :
- **Cartographie de réseau (#2)**
- **Collaboration des fournisseurs de service > Opérateurs de téléphonie mobile (#2)**
- **Science forensique > ADN (#3)**
- **Surveillance physique > Visible (#3)**

En 2008, six personnes ont été arrêtées et accusées d'avoir préparé des actes terroristes, d'avoir possédé ou fabriqué des engins explosifs ou incendiaires, et d'incendie volontaire ou de tentative d'incendie —dont la tentative d'incendie d'une armoire électrique en 2006 et la tentative d'incendie d'une dépanneuse de la police en 2007.[75] Cette opération a été documentée par des camarades dans une série de brochures intitulée « Mauvaises intentions ».[76]

Lors d'un procès en 2012, cinq personnes ont été condamnées à entre un et trois ans de prison.[77]

6.27. Scripta Manent

Pays : **Italie (p. 32)**
Date : **2003 - 2023**
Techniques utilisées :
- **Perquisition (#2)**
- **Science forensique > ADN (#3)**
- **Science forensique > Analyse de l'écriture (#3)**
- **Science forensique > Linguistique (#3)**
- **Surveillance numérique ciblée > Malware (#3)**

[75] https://infokiosques.net/spip.php?article597
[76] https://notrace.how/resources/fr/#mauvaises-intentions
[77] https://juralib.noblogs.org/2012/06/25/mauvaises-intentions-paris-rendu-du-proces-antiterroriste-de-mai-2012

6.6. Répression du sabotage de l'usine Lafarge

Pays : **France (p. 32)**
Date : **2022 - ?**
Techniques utilisées :
- **Collaboration des fournisseurs de service > Autres (#2)**
- **Open-source intelligence (#2)**
- **Perquisition (#2)**
- **Science forensique > ADN (#3)**
- **Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)**
- **Surveillance numérique ciblée > Contournement de l'authentification (#3)**
- **Surveillance numérique ciblée > Malware (#3)**

Le 5 juin 2023, environ quinze personnes ont été perquisitionnées et arrêtées en France, accusées d'avoir participé en décembre 2022 au sabotage d'une usine de l'entreprise industrielle française Lafarge.[11] Le sabotage, qui a eu lieu en journée et a impliqué entre 100 et 200 personnes,[12] a causé environ 6 millions d'euros de dommages.

Le 20 juin 2023, environ dix-huit personnes supplémentaires ont été perquisitonnées et arrêtées en France, certaines d'entre elles en lien avec le sabotage de Lafarge.[13]

6.7. Opération contre Boris

Pays : **France (p. 32)**
Date : **2020 - 2021**
Techniques utilisées :
- **Collaboration des fournisseurs de service > Autres (#2)**

[11] https://sansnom.noblogs.org/archives/16978
[12] https://reporterre.net/Sabotage-de-l-usine-Lafarge-deux-premieres-mises-en-examen
[13] https://reporterre.net/Nouvelle-serie-de-perquisitions-a-la-zad-et-en-France

Collaboration des fournisseurs de service > Opérateurs de téléphonie mobile (#2)
Dispositifs de surveillance cachés > Localisation (#2)
Dispositifs de surveillance cachés > Vidéo (#2)
Science forensique > ADN (#3)
Surveillance de masse > Fichiers de police (#3)
Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)
Surveillance numérique ciblée > IMSI-catcher (#3)
Surveillance physique > Cachée (#3)
Techniques d'interrogatoire (#3)
Vérifications d'identité (#3)

En 2020, Boris a été accusé d'un sabotage d'une antenne téléphonique à Besançon, dans le Doubs, en France en mars 2020 et de deux antennes téléphoniques au Mont Poupet dans les montagnes du Jura, en France en avril 2020.[14] Il a initialement été suspecté quand son ADN a été retrouvé sur un bouchon de bouteille au pied d'une des antennes téléphoniques brûlées au Mont Poupet. L'accusation contre lui pour le sabotage de l'antenne téléphonique de Besançon a ensuite été abandonnée par manque de preuves.

Lors d'un procès en 2021, Boris a été condamné à quatre ans de prison pour le sabotage au Mont Poupet, dont deux avec sursis. Après son procès, il a revendiqué publiquement le sabotage dans un texte intitulé « Pourquoi j'ai cramé les deux antennes du Mont Poupet ».[15]

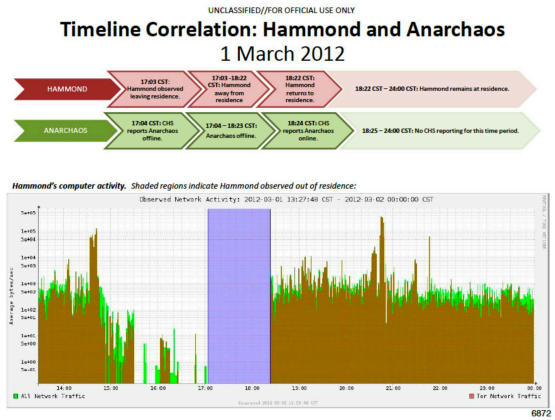
6.8. Partisans anarchistes biélorusses

Pays : **Biélorussie (p. 31)**
Date : **2020 - 2021**
Techniques utilisées :
Surveillance de masse > Mouchards civils (#3)
Violence physique (#3)

En 2020, quatre personnes ont mis le feu à des bâtiments de la police

[14] https://rupture.noblogs.org/post/2023/10/04/no-bars
[15] https://sansnom.noblogs.org/archives/7006

Surveillance numérique ciblée > Science forensique appliquée aux réseaux informatiques (#3)
Surveillance physique > Cachée (#3)



Chronologie établie par les enquêteurs, montrant une corrélation entre les moments où Jeremy Hammond était présent physiquement chez lui, les moments où son identité numérique (*anarchaos*) était signalée comme étant en ligne par un informateur, et les moments où le traffic réseau du routeur qu'il utilisait indiquait l'utilisation du réseau Tor.

En mars 2012, le domicile de Jeremy Hammond a été perquisitionné et il a été arrêté pour son implication dans une cyber-attaque de décembre 2011 contre Stratfor, une société privée oeuvrant dans le domaine du renseignement.[73]

L'accusation était en grande partie basée sur des informations fournies aux enquêteurs par Sabu, un acolyte de Jeremy Hammond devenu informateur.

Lors d'un procès en 2013, Jeremy Hammond a été condamné à 10 ans de prison.[74]

[73] https://rollingstone.com/culture/culture-news/the-rise-and-fall-of-jeremy-hammond-enemy-of-the-state-183599
[74] https://apnews.com/general-news-1632c936e6d74d42aa465878d144aaae

6.24. Opération à Nea Filadelphia

Pays : **Grèce (p. 32)**
Date : **2011 - 2016**
Techniques utilisées :
Science forensique > ADN (#3)
Surveillance physique > Cachée (#3)

En 2013, plusieurs personnes ont été arrêtées à Nea Filadelphia, un quartier d'Athènes.[66] Quatre d'entre elles ont été accusées de braquages de banque[67] commis en 2011[68] et 2013.[69]

Après un procès en 2014, deux personnes ont été condamnées à 16 ans de prison.[70] Après un autre procès en 2014[71] et un appel en 2016,[72] les deux autres ont été condamnées à 9 et 11 ans de prison, respectivement.

6.25. Opération de 2011-2013 contre Jeremy Hammond

Pays : **États-Unis (p. 31)**
Date : **2011 - 2013**
Techniques utilisées :
Indics (#2)
Surveillance de masse > Fichiers de police (#3)
Surveillance numérique ciblée > Contournement de l'authentification (#3)

[66] https://web.archive.org/web/20201027031238/http://actforfree.nostate.net/?p=15472
[67] https://machorka.espivblogs.net/2013/11/06/concerning-the-arrests-of-comrades-in-nea-philadelphia-on-304-athens
[68] https://abcsolidaritycell.espivblogs.net/archives/130
[69] https://machorka.espivblogs.net/2016/02/26/appeal-trial-for-the-double-bank-robbery-velvendo-case-greece
[70] https://machorka.espivblogs.net/2014/10/02/announcement-of-sentences-in-the-velvedo-double-robbery-case-11014-athens
[71] https://abcsolidaritycell.espivblogs.net/archives/tag/g-naxakis
[72] https://anarhija.info/library/grecia-l-ultimo-aggiornamento-sul-processo-d-appello-per-rapina-a-pirgetos-con-anarchic-en

et à des véhicules sur le parking d'un tribunal.[16] Peu après, elles ont été arrêtées par des gardes-frontière en tentant de travers la frontière entre la Biélorussie et l'Ukraine.

Dans les premiers jours de leur détention, les personnes ont été torturées.[17] Au final, toutes les quatre ont revendiqué avoir commis les actions dont elles étaient accusées.

Lors d'un procès en 2021, elles ont été condamnées à entre 18 et 20 ans de prison.[18]

6.9. Les trois du banc public

Pays : **Allemagne (p. 31)**
Date : **2019 - ?**
Techniques utilisées :
Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)
Surveillance physique > Cachée (#3)

En 2019, trois personnes ont été arrêtées alors qu'elles étaient assises sur un banc dans un parc tard dans la nuit à Hambourg,[19] et ont été accusées de transporter des engins incendiaires[20] et de prévoir d'incendier un certain bâtiment dont l'adresse était écrite sur un bout de papier trouvé sur elles. Deux d'entre elles avaient été suivies par des policiers pendant plusieurs heures avant l'arrestation.

Dans un procès en 2020, les personnes ont été condamnées à des peines de prison allant de 19 à 22 mois.[21] Les peines ont été confir-

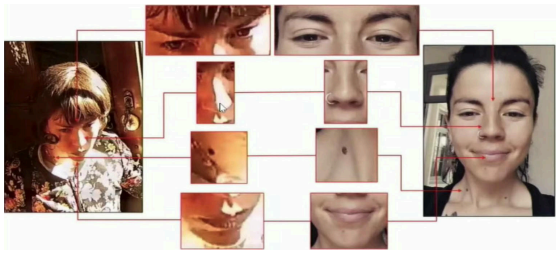
[16] https://pramen.io/en/2020/11/open-letter-in-support-of-belarus-anarchist-revolutionaries
[17] https://pramen.io/en/2021/12/blood-on-your-hands-regarding-information-about-torture-of-anarcho-partisans
[18] https://abc-belarus.org/en/2021/12/22/18-to-20-years-imprisonment-for-belarusian-anarcho-partisans
[19] https://notrace.how/resources/fr/#parkbank
[20] https://parkbanksolidarity.blackblogs.org/509
[21] https://parkbanksolidarity.blackblogs.org/end-of-the-trial-two-imprisoned-comrades-on-the-streets-again

mées lors d'un appel en 2022.[22]

6.10. Opération de 2019-2020 contre Mónica et Francisco

Pays : **Chili (p. 31)**
Date : **2019 - 2023**
Techniques utilisées :

Open-source intelligence (#2)
Science forensique > ADN (#3)
Science forensique > Analyse de l'écriture (#3)
Science forensique > Reconnaissance faciale (#3)
Surveillance de masse > Mouchards civils (#3)
Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)



Un schéma comparatif présenté comme preuve par le procureur. Sur la gauche, une photo présumée de Mónica, déguisée, avant une action. Sur la droite, une photo de Mónica. Les caractéristiques de sa peau telles que des grains de beauté sont visibles aux mêmes endroits sur les deux photos.

En 2020, Mónica Caballero et Francisco Solar ont été arrêtés au Chili, accusés d'avoir envoyé deux colis piégés—à un commissariat et à un ancien ministre de l'Intérieur—en 2019, et d'avoir placé des engins explosifs dans un parc dans le but de blesser des policiers en 2020.[23] Les deux ont été inculpé·e·s pour tentative de meurtre.

[22] https://zuendlappen.noblogs.org/post/2022/06/06/hamburg-einmal-schneller-sein-als-die-presse-die-revision-im-sog-parkbankverfahren-gegen-drei-anarchistinnen-aus-hamburg-ist-jetzt-abgeschlossen

[23] https://notrace.how/resources/fr/#monica-francisco

appel en 2018, les acquittements ont été confirmés.[61]

6.23. Opération de 2013 contre Mónica et Francisco

Pays : **Espagne (p. 31)**
Date : **2013 - 2017**
Techniques utilisées :

Perquisition (#2)
Science forensique > Reconnaissance faciale (#3)
Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)

En 2013, Mónica Caballero et Francisco Solar ont été arrêté·e·s en Espagne, accusé·e·s d'avoir placé un engin incendiaire dans une église.[62] L'engin a explosé, causant des dommages matériels et blessant légèrement une personne.

Lors d'un procès en 2016, Mónica et Francisco ont été condamné·e·s à 12 ans de prison chacun·e.[63] Lors d'un appel en 2016, leurs peines ont toutes deux été réduites à 4 ans et 6 mois.[64] En 2017, Mónica et Francisco ont été expulsé·e·s au Chili, leur pays d'origine.[65]

[61] https://antifenix.noblogs.org/post/2018/03/30/vrchni-soud-potvrdil-osvobozujici-verdikt-mestskeho-soudu-high-court-in-prague-confirmed-acquittance-of-all-defendants

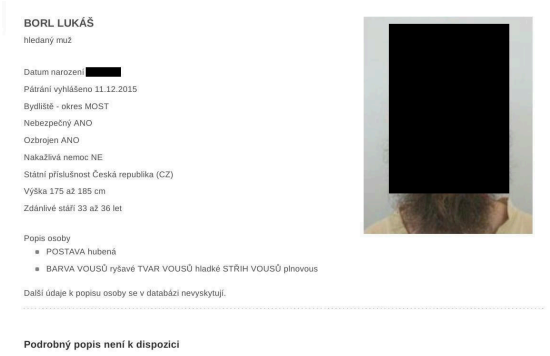
[62] https://notrace.how/documentation/monica-and-francisco-2013-case-file.pdf

[63] https://alasbarricadas.org/noticias/node/36054

[64] https://es-contrainfo.espiv.net/2016/12/17/estado-espanol-reducida-a-4-anos-y-medio-de-prision-la-sentencia-contra-lxs-companerxs-francisco-solar-y-monica-caballero

[65] https://es-contrainfo.espiv.net/2017/03/10/estado-espanol-comunicado-de-lxs-companerxs-anarquistas-monica-caballero-y-francisco-solar

Chiens de détection (#2)
Infiltré·e·s (#2)
Surveillance de masse > Mouchards civils (#3)


BORL LUKÁŠ
hledaný muž

Datum narození [redacted]
Pátrání vyhlášeno 11.12.2015
Bydliště - okres MOST
Nebezpečný ANO
Ozbrojen ANO
Nakažlivá nemoc NE
Státní příslušnost Česká republika (CZ)
Výška 175 až 185 cm
Zdánlivé stáří 33 až 36 let

Popis osoby
- POSTAVA hubená
- BARVA VOUSŮ ryšavé TVAR VOUSŮ hladké STŘIH VOUSŮ plnovous

Další údaje k popisu osoby se v databázi nevyskytují.

Podrobný popis není k dispozici

La photo et les informations personnelles de Lukáš Borl publiées sur le site web de la police nationale (date de naissance et photo censurées par le No Trace Project).[57]

En 2015, des perquisitions ont eu lieu et plusieurs personnes ont été accusées de crimes dans le cadre d'une opération intitulée « Fenix ».[58] Certaines d'entre elles ont été accusées de l'incendie volontaire d'une voiture de police en 2014.[59] Certaines d'entre elles ont été accusées d'avoir prévu d'attaquer un train.

Certaines des personnes ont été détenues pendant plusieurs mois avant d'être relâchées. Parmi les personnes accusées, Lukáš Borl est entré en clandestinité pour éviter d'être arrêté et est resté en clandestinité pendant plusieurs mois avant d'être arrêté et emprisonné pendant plusieurs mois.[60]

Lors d'un procès en 2017, les personnes ont été acquittées. Lors d'un

[57] https://web.archive.org/web/20160314103136/http://aplikace.policie.cz/patrani-osoby/PersonDetail.aspx?person_id=13081211150011
[58] https://antifenix.noblogs.org/post/2017/11/10/repressions-in-so-called-czech-republic-timeline-a2-poster
[59] https://antifenix.noblogs.org/post/2015/06/03/interview-with-an-activist-detained-during-operation-fenix
[60] https://antifenix.noblogs.org/post/2016/10/19/lukas-borl-statement-about-his-arrest

Dans un procès en 2023, Francisco Solar a été condamné à 86 ans de prison et Mónica Caballero à 12 ans.[24]

6.11. Répression contre Zündlumpen

Pays : **Allemagne (p. 31)**
Date : **2019 - ?**
Techniques utilisées :
- **Chiens de détection (#2)**
- **Collaboration des fournisseurs de service > Autres (#2)**
- **Patrouilles de police (#2)**
- **Science forensique > ADN (#3)**
- **Science forensique > Linguistique (#3)**
- **Surveillance numérique ciblée > Contournement de l'authentification (#3)**
- **Surveillance numérique ciblée > IMSI-catcher (#3)**
- **Surveillance physique > Cachée (#3)**

En avril 2022,[25] octobre 2022,[26] et février 2025[27] plusieurs perquisitions ont eu lieu dans le cadre d'une enquête contre les éditeurs du journal anarchiste allemand « Zündlumpen », publié entre 2019 et 2021.

En avril 2022 une perquisition d'une imprimerie a eu lieu au cours de laquelle la police a saisi des milliers de livres, brochures, et journaux, ainsi que l'équipement et le matériel d'imprimerie, vraisemblablement dans une volonté de perturber les capacités d'impression des anarchistes locaux.

En février 2025, deux personnes suspectées d'être des éditeur·ice·s de *Zündlumpen* ont été arrêtées.[28] Elles sont actuellement en prison en attendant le procès.

[24] https://informativoanarquista.noblogs.org/post/2023/12/08/chile-condenas-contra-lxs-companerxs-monica-caballero-y-francisco-solar
[25] https://sansnom.noblogs.org/archives/12094
[26] https://sansnom.noblogs.org/archives/14117
[27] https://sansnom.noblogs.org/archives/24738
[28] https://notrace.how/resources/fr/#gendarmes-et-voleurs

6.12. Répression du soulèvement de 2019 au Chili

Pays : **Chili (p. 31)**
Date : **2019 - 2020**
Techniques utilisées :

Surveillance physique > Aérienne (#3)
Violence physique (#3)

Une série de manifestations et émeutes a débuté au Chili en octobre 2019, suite à l'annonce d'une augmentation du prix du métro dans la capitale du Chili, Santiago.[29] Pendant plusieurs mois, de nombreuses infrastructures publiques et bâtiments commerciaux ont été vandalisés, pillés ou incendiés à Santiago et ailleurs dans le pays.

En réponse aux troubles, le gouvernement a déployé des soldats et imposé un couvre-feu dans plusieurs villes.[30] De nombreuses personnes ont été arrêtées et condamnées à des années de prison.

6.13. Affaire du 8 décembre

Pays : **France (p. 32)**
Date : **2018 - ?**
Techniques utilisées :

Collaboration des fournisseurs de service > Opérateurs de téléphonie mobile (#2)
Dispositifs de surveillance cachés > Audio (#2)
Dispositifs de surveillance cachés > Localisation (#2)
Dispositifs de surveillance cachés > Vidéo (#2)
Fabrication de preuves (#2)
Interprétation biaisée des preuves (#2)
Perquisition (#2)
Science forensique > Autres traces physiques (#3)
Surveillance numérique ciblée > IMSI-catcher (#3)

[29] https://crimethinc.com/2019/10/21/chile-resisting-under-martial-law-a-report-interview-and-call-to-action
[30] https://www.anarchistnews.org/content/chile-anarchist-analysis

En février 2019, le squat *Asilo Occupato* à Turin a été expulsé et six personnes ont été arrêtées—une septième personne, Carla, est partie en cavale—dans le cadre d'une opération intitulée « Scintilla ».[37] Certaines d'entre elles ont été accusées de plusieurs incendies volontaires et attaques explosives sur des centres de rétention pour migrant·e·s et d'autres cibles entre 2015 et 2018.[52] Certaines d'entre elles ont été accusées d'avoir publié une brochure intitulée « I cieli bruciano » (« Les cieux brûlent ») qui contenait des informations sur des entités responsables de la gestion et de la maintenance de centres de rétention pour migrant·e·s.

En mai 2019, une autre personne, Boba, a été arrêtée et accusée d'avoir mis le feu avec une fusée éclairante à un bâtiment de la prison où les autres personnes étaient détenues pendant un rassemblement devant cette prison.[53] En novembre 2019, une autre personne, Peppe, a été arrêtée et accusée d'avoir envoyé un colis piégé en 2016 à une entreprise impliquée dans la gestion d'un centre de rétention pour migrant·e·s.[54] En juillet 2020, Carla, qui était en cavale depuis les premières arrestations, a été arrêtée en France et extradée en Italie.

Après un procès en 2021[55]–2023, plusieurs personnes ont été condamnées à de la prison, avec des peines allant d'un an à quatre ans et deux mois.[56]

6.22. Fenix

Pays : **République tchèque (p. 33)**
Date : **2014 - 2018**
Techniques utilisées :

[52] https://attaque.noblogs.org/post/2020/08/06/saint-etienne-arrestation-de-carla-recherchee-dans-le-cadre-de-loperation-scintilla
[53] https://macerie.org/index.php/2019/05/23/incendio-al-carcere-boba-arrestato
[54] https://roundrobin.info/2019/12/verona-una-perquisizione-e-un-arresto
[55] https://roundrobin.info/2021/10/op-scintilla-inizio-del-processo-e-volantino
[56] https://ilrovescio.info/2023/01/18/torino-sentenza-di-primo-grado-del-processo-scintilla

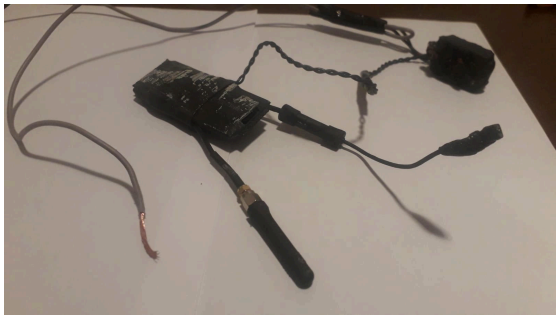
En février 2019, 50 perquisitions ont eu lieu, principalement dans le Trentin, et sept personnes ont été arrêtées dans le cadre d'une opération intitulée « Renata ».[37] De nouvelles personnes ont été arrêtées en mai 2019. Les personnes arrêtées ont été accusées de faire partie d'une *associazione sovversiva* (association de malfaiteurs) et d'avoir commis plusieurs incendies volontaires et attaques explosives entre 2016 et 2018, dont une attaque explosive au siège social de Trévise du parti d'extrême-droite Lega Nord. Certaines personnes ont aussi été accusées d'avoir falsifié des documents.

Dans un procès en décembre 2019, plusieurs personnes ont été condamnées à de la prison, avec des peines allant d'un an et neuf mois à deux ans et six mois.

6.21. Scintilla

Pays : **Italie (p. 32)**
Date : **2015 - 2023**
Techniques utilisées :

Coopération internationale (#2)
Dispositifs de surveillance cachés > Audio (#2)
Frapper aux portes (#2)
Science forensique > ADN (#3)
Science forensique > Reconnaissance de démarche (#3)



Des microphones retrouvés dans une maison[51] qui ont été utilisés pour surveiller les accusé·e·s.

[51] https://notrace.how/earsandeyes/fr/#torino-2019-03

Surveillance physique > Cachée (#3)
Techniques d'interrogatoire (#3)

Le 8 décembre 2020 plusieurs perquisitions ont eu lieu à travers le pays et neuf personnes ont été arrêtées.[31] L'une de ces personnes, *Libre Flot*, était surveillée par les services de renseignement français depuis 2018, lorsqu'il est revenu en France après avoir passé quelques mois au Rojava.[32] Les huit autres personnes ne se connaissaient pas toutes entre elles mais connaissaient toutes Libre Flot. Après les arrestations, neuf personnes (dont Libre Flot) ont été accusées de faire partie d'une association de malfaiteurs terroriste qui planifiait des attaques contre des institutions françaises.

Pour identifier les numéros de téléphones utilisés par certain·e·s des inculpé·e·s, les enquêteurs ont analysé les corrélations entre différents ensembles de données, obtenus via :[33]

- La géolocalisation de téléphones en temps réel, via la **collaboration des opérateurs de téléphonie mobile (#2)**.
- Un **IMSI-catcher (#3)**.
- Un **dispositif de surveillance caché par localisation (#2)**.
- Des opérations de **surveillance physique (#3)**.

Certain·e·s des inculpé·e·s ont fait de la détention préventive, avec des durées allant de 4 à 16 mois. Libre Flot a été détenu à l'isolement pendant 16 mois.

Lors d'un procès en 2023[34] :

- Sept inculpé·e·s ont été condamné·e·s à des peines de prison allant de 2 à 5 ans (dont une partie avec sursis).
- Parmis elleux, six ont été condamné·e·s à être inscrit·e·s au Fichier des Auteurs d'Infractions Terroristes (FIJAIT) : pendant 10 ans, iels devront pointer tous les trois mois à un commissa-

[31] https://soutienauxinculpeesdu8decembre.noblogs.org/post/2023/09/11/chronologie-de-laffaire
[32] https://soutien812.blackblogs.org/2022/01/30/un-recit-de-laffaire-du-8-12
[33] https://soutien812.blackblogs.org/2024/12/15/affaire-du-8-12-analyse-dune-enquete-preliminaire-pnat-et-dgsi
[34] https://soutienauxinculpeesdu8decembre.noblogs.org/post/2024/01/23/affaire-du-8-12-le-devenir-terroriste-des-luttes

riat et prévenir les autorités deux semaines avant tout voyage à l'étranger, sous peine de 2 ans de prison.

6.14. Affaire de l'association de malfaiteurs de Bure

Pays : **France (p. 32)**
Date : **2017 - ?**
Techniques utilisées :

- **Chiens de détection (#2)**
- **Collaboration des fournisseurs de service > Autres (#2)**
- **Collaboration des fournisseurs de service > Opérateurs de téléphonie mobile (#2)**
- **Coopération internationale (#2)**
- **Dispositifs de surveillance cachés > Localisation (#2)**
- **Open-source intelligence (#2)**
- **Perquisition (#2)**
- **Science forensique > ADN (#3)**
- **Science forensique > Empreintes digitales (#3)**
- **Science forensique > Incendie volontaire (#3)**
- **Science forensique > Numérique (#3)**
- **Surveillance de masse > Fichiers de police (#3)**
- **Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)**
- **Surveillance numérique ciblée > Contournement de l'authentification (#3)**
- **Surveillance numérique ciblée > IMSI-catcher (#3)**
- **Surveillance physique > Cachée (#3)**

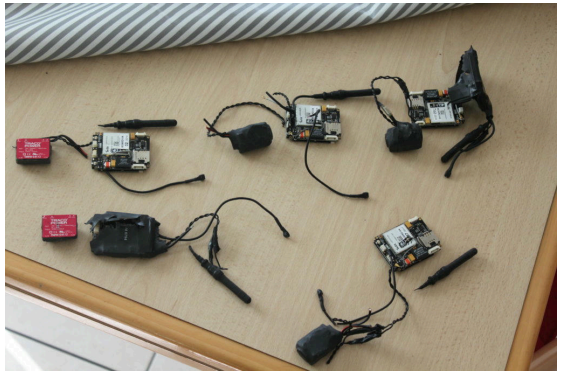
En 2019, trois personnes ont été arrêtées dans le cadre d'une opération intitulée « Prometeo ».[37] Elles ont été accusées d'avoir envoyé des colis piégés à des procureurs et un directeur de l'administration pénitentiaire en 2017. L'une d'entre elles a aussi été accusée d'un incendie volontaire contre un Distributeur Automatique de Billets (DAB) en 2016.

En 2021, la personne accusée de l'incendie volontaire contre le DAB a été condamnée à 5 ans de prison et les autres personnes ont été acquittées (par manque de preuves[49]) pour les colis piégés, bien que l'une d'elles ait passé deux ans et demi en prison avant d'être acquittée.

6.20. Renata

Pays : **Italie (p. 32)**
Date : **2016 - 2019**
Techniques utilisées :

- **Dispositifs de surveillance cachés > Audio (#2)**
- **Perquisition (#2)**
- **Science forensique > ADN (#3)**
- **Violence physique (#3)**



Dispositifs de surveillance retrouvés dans une maison après l'opération.[50]

[49] https://actforfree.noblogs.org/post/2021/10/06/italy-op-prometeo-beppe-robert-and-nat-acquitted
[50] https://notrace.how/earsandeyes/fr/#trento-2019-03

Lors d'un procès en 2017, les personnes ont été condamnées à 3 mois de prison (qu'elles avaient déjà purgés), à une amende, et à 24 mois de travaux d'intérêt général.

6.18. Panico

Pays : **Italie (p. 32)**
Date : **2016 - 2023**
Technique utilisée :
Science forensique > ADN (#3)

En 2017, des perquisitons ont eu lieu à Florence et plusieurs personnes ont été arrêtées dans le cadre d'une opération intitulée « Panico ».[37] Jusqu'à 35 personnes ont été accusées dans cette opération.[46] Certaines ont été accusées d'une attaque explosive contre une librairie fasciste en 2017 et d'un incendie volontaire contre un commissariat en 2016. D'autres ont été accusées de diverses autres actions.

Après un procès en 2019, un appel en 2021[47] et un jugement par la Cour de cassation en 2023,[48] deux personnes ont été condamnées à 8 ans de prison, tandis que d'autres ont reçu des peines allant de quelques mois à trois ans et demi.

6.19. Prometeo

Pays : **Italie (p. 32)**
Date : **2016 - 2021**
Techniques utilisées :
Fabrication de preuves (#2)
Science forensique > ADN (#3)
Surveillance de masse > Vidéosurveillance (#3)

[46] https://insuscettibilediravvedimento.noblogs.org/post/2019/07/18/it-en-italia-richieste-di-condanna-al-processo-per-loperazione-panico
[47] https://ilrovescio.info/2021/05/05/sentenza-dappello-processo-panico
[48] https://lanemesi.noblogs.org/post/2023/07/15/sentenza-di-cassazione-del-processo-panico-14-luglio-2023

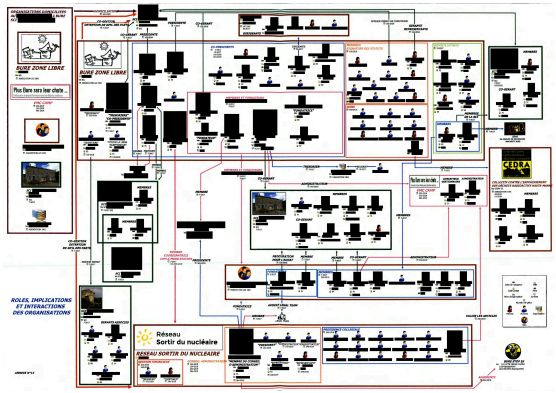


Diagramme des associations luttant contre Cigéo et de leurs membres, fait par les enquêteurs (informations personnelles censurées par le No Trace Project).

En 2017 et 2018, environ 20 perquisitions ont eu lieu en France et environ 10 personnes ont été arrêtées et accusées de divers délits en lien avec la lutte contre Cigéo, un projet de centre de stockage de déchets radioactifs à Bure, en France.[35] Certaines des personnes ont été accusées d'avoir organisé ou participé à des manifestations lors desquelles des personnes ont attaqué des policiers et des bâtiments en lien avec Cigéo, dont une manifestation le 21 juin 2017 lors de laquelle il y a eu un départ de feu dans un bâtiment alors que des civils étaient à l'intérieur. Certaines des personnes ont été accusées de détention d'explosifs. Certaines ont été accusées de faire partie d'une association de malfaiteurs.[36]

Après un procès en 2021 et un appel en 2023, trois personnes ont été condamnées à 4 mois de prison avec sursis, et les autres ont été acquittées.

[35] https://burebure bure.info/repression
[36] https://noussommestousdesmalfaiteurs.noblogs.org/antecedents-familiaux

6.15. Bialystok

Pays : **Italie (p. 32)**
Date : **2017 - 2022**
Techniques utilisées :
Coopération internationale (#2)
Science forensique > Reconnaissance de démarche (#3)

En juin 2020, des perquisitions ont eu lieu dans le squat *Bencivenga Occupato* à Rome et dans d'autres endroits, et sept personnes ont été arrêtées en Italie, en Espagne, et en France dans le cadre d'une opération intitulée « Bialystok ».[37] Elles ont été accusées de faire partie d'une *associazione sovversiva* (association de malfaiteurs) et de divers délits mineurs liés à des actions en solidarité avec les personnes accusées dans l'**opération Panico (p. 19)**. Deux d'entre elles ont été accusées d'une attaque explosive contre un commissariat en 2017 et d'un incendie volontaire de voitures liées à ENI (une multinationale italienne d'hydrocarbures) en 2019, respectivement.

Lors d'un procès en 2022, certaines des personnes ont été acquittées et d'autres condamnées à de la prison, avec des peines allant de 45 jours à un an.[38]

6.16. Network

Pays : **Russie (p. 33)**
Date : **2017 - 2020**
Technique utilisée :
Violence physique (#3)

Entre fin 2017 et début 2018, environ dix personnes ont été arrêtées à Penza et Saint-Pétersbourg[39] et accusées de faire partie d'une organisation clandestine baptisée « Network » préparant des attaques terroristes en prévision de l'élection présidentielle russe de 2018 et

[37] https://malacoda.noblogs.org/anarchici-imprigionati
[38] https://actforfree.noblogs.org/post/2022/10/31/italy-the-first-grade-sentence-concerning-the-trial-following-theoperation-bialystok
[39] https://web.archive.org/web/20210724133854/https://a2day.net/network-underground

de la coupe du monde de la FIFA.[40] Certaines d'entre elles ont aussi été accusées d'avoir tenté de vendre de grandes quantités de drogue. La plupart d'entre elles ont été torturées au début de leurs détentions par le Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie (FSB).

Les arrestations initiales qui ont démarré l'enquête se sont produites car la plupart des accusé·e·s de Penza étaient impliqué·e·s dans le trafic de drogues.[41]

Après deux procès en 2020, sept membres supposé·e·s de l'organisation « Network » de Penza ont été condamné·e·s à des peines de prison allant de 6 à 18 ans,[42] et deux membres supposé·e·s de Saint-Pétersbourg ont été condamné·e·s à 5 ans et demi et 7 ans de prison, respectivement.[43]

6.17. Les trois de Varsovie

Pays : **Pologne (p. 33)**
Date : **2016 - 2017**
Techniques utilisées :
Techniques d'interrogatoire (#3)
Violence physique (#3)

En 2016, trois personnes ont été arrêtées[44] sur le parking d'un commissariat à Varsovie.[45] Elles ont été accusées d'avoir essayé de mettre le feu à des voitures de police.

Les personnes ont été détenues pendant 4 mois avant d'être libérées.

[40] https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/05/EUR4696252018ENGLISH.pdf
[41] https://web.archive.org/web/20210724130151/https://a2day.net/the-dark-side-of-the-network-case
[42] https://therussianreader.com/2020/02/10/network-penza-sentences
[43] https://anarchistsworldwide.noblogs.org/post/2020/06/23/saint-petersburg-russia-we-can-dance-if-we-want-to-sentencing-of-the-network-case-defendants
[44] https://wawa3.noblogs.org/post/2016/06/21/chronology-eng
[45] https://wawa3.noblogs.org/post/2017/05/24/olsen-gang-replies-statements-of-warsaw-three-en